



« Il ne faut pas essayer de réparer. Il faut plutôt reconnaître ce qui émerge comme germe nouveau. »

L'économiste et théologienne Elena Lasida

Citation tirée de la revue Présence magazine, 25 mai 2018

LECTURE PARTAGÉE DE LA CONJONCTURE SOCIALE ET RELIGIEUSE/SPIRITUELLE AU QUÉBEC

L'analyse qui suit tente de jeter un regard actualisé sur le contexte social et religieux/spirituel qui prévaut en 2019 au Québec. Cette production est le fruit d'une réflexion collective ayant regroupé des intervenantEs d'organisations communautaires et religieuses, des universitaires et des membres impliqués au sein des instances de la Fondation et l'équipe de la permanence, le 26 mai 2018. Cette lecture s'enracine également dans la connaissance révélée par les projets soutenus par la Fondation.

Ont participé à la réflexion les personnes suivantes :

Adriana Bara, Jacques Bordeleau, Claudie Borduas, Maxime Boucher, Denise Couture, Ferdinand Djayerombe Vaweka, Elodie Ekobena, Marcel Gélinas, Michelle Issa, Molly Kane, Vivian Labrie, Diane Lamoureux, Roger Malenfant, Céline Martin, Denis Missud, Jean Panet-Raymond, Andréanne Pâquet, France Parent, Julie Perreault, Daniel Poulin, Julie Raby, Julie Richard, Caroline Savard, Jeanna Smith et Denitsa Tsvetkova.

Rédaction réalisé par Julie Raby et Jacques Bordeleau.

2019

Table des matières

AVANT-PROPOS	3
1-LA CONJONCTURE SOCIALE	4
Quelques tendances fortes	4
Le climat économique et politique.....	4
Le développement régional.....	5
Parler de diversité, d'inclusion et de racisme	6
La question autochtone.....	7
Parler de transition, oui, mais laquelle?.....	8
La question de la pauvreté	9
Les milieux communautaires.....	10
L'économie sociale, vecteur de changement	11
Ce que les demandes soumises nous apprennent	12
2-QUELQUES TENDANCES DE L'UNIVERS SPIRITUEL ET RELIGIEUX	13
Chemins multiples	13
Le besoin d'un « nous ».....	14
Pluralisme religieux et œcuménisme	14
Le courant porteur d'un christianisme social à la croisée des chemins	14
L'Église institutionnelle.....	15
Ce que les demandes soumises nous apprennent	16
3-LE SECTEUR PHILANTHROPIQUE	17
Conclusion	19
Post-scriptum	20

AVANT-PROPOS

La Fondation Béati aspire et contribue à la construction d'un Québec plus juste et plus solidaire par le soutien financier de projets sociaux ou spirituels axés sur l'innovation et la transformation sociales. La réduction des inégalités et de la pauvreté de même que la prise en compte des questions de sens ancrées dans l'engagement pour la justice figurent au nombre des enjeux dominants sur lesquels la Fondation agit avec les groupes qu'elle soutient. Parmi les principes qui orientent ses actions, Béati souhaite construire une société inclusive, démocratique, solidaire et pluraliste, fondée sur le bien commun et la participation de l'ensemble des citoyens et citoyennes, ouverte aux aspirations spirituelles et au partage des diverses expériences religieuses.

Sans aucune prétention d'exhaustivité, cette LECTURE PARTAGÉE DE LA CONJONCTURE SOCIALE ET RELIGIEUSE/SPIRITUELLE AU QUÉBEC cherche à tracer à grands traits le paysage dans lequel nous évoluons et tente de cibler quelques éléments significatifs survenus depuis 2012. Chacune des idées et tendances avancées ici demeure complexe et pourrait bénéficier d'un traitement approfondi. Malgré ses limites, cette mosaïque souhaite humblement assembler en un court texte des manifestations sociétales susceptibles d'inspirer les actions de la Fondation tant dans ses ambitions philanthropiques que dans l'ensemble de ses autres volets d'intervention.

Dans la continuité de l'analyse faite en 2011, ce document en reprend la structure et y apporte les accents et nuances actuelles. Dans le texte qui suit, la première section est consacrée à la conjoncture sociale québécoise marquée par la force du néolibéralisme. Les thèmes de la diversité, du racisme, de la pauvreté, du développement régional, de l'économie sociale et de l'action communautaire y sont abordés. La seconde partie fait état de la lecture que nous faisons de la place du spirituel et du religieux ainsi que des institutions et groupes qui l'incarnent dans notre société. Nous abordons ces questions *via* l'angle de la quête de sens contemporaine, du pluralisme de l'œcuménisme religieux, de la situation du christianisme social ainsi que la situation de l'Église institutionnelle. Pour chacun de ces segments, nous avons aussi cherché à dégager des observations issues des différents projets et qui sont venues à nous ces dernières années.

Le document se termine avec une nouvelle section qui aborde et cherche à tracer de façon plus spécifique le rôle et la place qu'occupe le secteur philanthropique comme acteur social dans le Québec d'aujourd'hui et les défis qui le traversent.

Nous vous souhaitons bonne lecture.

1-LA CONJONCTURE SOCIALE

Quelques tendances fortes

Qu'on parle d'économie, de courants idéologiques ou politiques, de circulation d'informations, d'appauvrissement ou de valeurs dominantes, les manifestations locales sont le fruit d'influences complexes et multiples dépassant largement nos frontières. Puisque le territoire d'intervention de Béati est québécois, le présent document propose une lecture de la réalité québécoise, tout en sachant que cette dernière est traversée par des mouvements beaucoup plus larges et qu'elle en est, à bien des égards, tributaire.

Si on nous demandait de résumer par quelques mots le déplacement des grandes tendances identifiées entre 2012 et maintenant, nous parlerions de fragmentation, d'accélération, d'accentuation, de rigidification et de violence. Ainsi, le texte de 2011 offre plusieurs observations toujours actuelles qui s'expriment aujourd'hui avec encore plus de force et d'impact. En même temps, il semble que de nouveaux paradigmes se pointent à l'horizon et que de jeunes pousses offrent des signes d'espoir.

Le climat économique et politique

« [...] l'économie devient une véritable norme sociale et culturelle [...] »¹

Toutes les sphères de la société québécoise sont plus que jamais marquées par l'idéologie néolibérale et traversées par les principes du marché et de la concurrence. La croissance capitaliste dicte l'ordre social sans trop de contraintes.

L'option pour un État social garantissant le droit à des services publics pour toutes et tous a cédé la place en grande partie à un État entrepreneur qui propose une privatisation grandissante des services publics et l'atrophie d'un filet social universel. Une logique tarifaire de l'utilisateur-payeur est de plus en plus admise dans plusieurs sphères d'activités (santé, éducation, services de garde). Cette dernière introduit insidieusement une marchandisation des rapports de la population aux services publics et met à mal l'existence d'un contrat social d'égalité et de solidarité². La privatisation des services publics interpelle particulièrement les fondations subventionnaires et contribue à un retour en force de la charité contre l'État³.

L'actualité politique des dernières années, marquée notamment par la Commission Charbonneau, a continué à nourrir la méfiance et le désabusement citoyen envers le gouvernement et à accentuer la distance entre la classe politique et la population. « Cette méfiance est en hausse au Québec. Ceux qui ont de la difficulté à faire confiance aux élites représentent maintenant 58 % de la population, alors qu'ils étaient 41 % en 2004⁴. » Cette perte de crédibilité des institutions québécoises, qui dépasse

¹ Viveret, Patrick, *Reconsidérer la richesse. Mission « Nouveaux facteurs de richesse »*, 2002

² Hurteau, Philippe, Hébert, Guillaume et Francis Fortier, *La révolution tarifaire au Québec*, Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS), 2010.

³ Bréville, B., « Essor de la philanthropie dans les pays occidentaux », *Le Monde diplomatique*, décembre 2014.

⁴ Pouliot, G., et M. Julien, « Prêts pour un Trump canadien? », Sondage CROP/Radio-Canada, 2017, <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/special/2017/03/sondage-crop/canadiens-populisme-donald-trump-mefiance-elites-politiciens/index.html#method>.

largement l'Assemblée nationale⁵, semble laisser un vide de référents collectifs porteurs d'horizons. « Quel est le projet social que nous portons ensemble? » en vient-on à demander.

Les mesures d'austérité qui ont été adoptées par le gouvernement du Québec ces dernières années auront été vécues durement. Les coupes dans les infrastructures publiques, conjuguées à des manifestations répétées d'épuisement chez les travailleuses⁶ des services publics (infirmières, enseignantes, travailleuses du communautaire) et à des augmentations salariales des médecins spécialistes, questionnent l'ordre des priorités. Les mesures mises de l'avant dans le 3^e Plan de lutte à la pauvreté et l'exclusion auront été en deçà des attentes exprimées par plusieurs groupes de lutte contre la pauvreté. L'enjeu des inégalités sociales et économiques a de la difficulté à faire son chemin auprès des gouvernements et de la population en général.

Le contexte social actuel est aussi marqué de plus en plus par une polarisation des positions politiques. La droite⁷ s'exprime et se fait voir de plus en plus. « *L'élection de Donald Trump, la montée de la droite populiste en France et dans le reste de l'Europe sont en train de réaligner l'axe du discours politique. La crainte du terrorisme, la vague de réfugiés, la crainte de la mondialisation contribuent à un sentiment d'incertitude et de repli dans beaucoup de pays occidentaux*⁸. » Durant la dernière année, au Québec comme à travers le Canada, des gouvernements résolument à droite de l'échiquier politique ont été élus. *A contrario*, les élections municipales de 2017 au Québec auront vu arriver au pouvoir une nouvelle génération de politiciens et politiciennes ayant une vision renouvelée et plus large du rôle et de l'impact que peuvent avoir les choix des municipalités sur les grands défis de notre temps (environnement, développement durable, vieillissement de la population, etc.).

Le développement régional

« Rappelons que l'expertise en région rurale, c'est le nerf de la guerre en matière de développement⁹. »

Les politiques publiques de l'automne 2015¹⁰ ont accentué les fractures du développement régional au Québec et ont ainsi provoqué la redéfinition des mandats et des acteurs dédiés au développement

⁵ La remise en cause des grandes institutions que sont la famille, l'État, l'école, l'Église, participe d'un grand mouvement de désinstitutionnalisation de la société et de fragmentation accrue. Voir Soulet, M.-H., « La vulnérabilité comme catégorie de l'action publique », *Pensée plurielle*, vol. 2, n° 10, 2005, p. 52.

⁶ L'usage du féminin est ici volontaire. Sans exclure les professionnels masculins de ces secteurs, leur poids est nettement inférieur à celui des femmes qui occupent respectivement 64 % des emplois du communautaire, 88 % des emplois infirmiers et 65 % des emplois enseignants. Sources : le site du CSMO et le site de l'Observatoire des inégalités consultés le 3 août 2018. https://www.inegalites.fr/spip.php?page=article&id_article=1048
<http://www.csmoesac.qc.ca/secteur-esac/portrait-main-oeuvre>.

⁷ Résumé sur Wikipédia selon les principes suivants : liberté - libéralisme économique et liberté d'entreprendre, le mérite, l'identité nationale, l'ordre, la sécurité, la tradition et le conservatisme, l'autorité, le familialisme, la justice pénale. Wikipédia, « Gauche et droite en politique », consulté le 3 août 2018.

⁸ Michel Cormier, directeur général de l'information à Radio-Canada (mars 2017) arguant l'intérêt d'un sondage CROP sur l'hypothèse de politiciens populistes au Canada. <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/special/2017/03/sondage-crop/canadiens-populisme-donald-trump-mefiance-elites-politiciens/index.html#src-board>.

⁹ Solidarité rurale Québec, « Le gouvernement met à mort la vitalité des communautés rurales », communiqué de presse, 4 novembre 2014.

¹⁰ Québec a réduit de 300 millions \$ ses transferts aux municipalités, a aboli les Centres locaux de développement (CLD) et les Conférences régionales des élus (CRÉ) et a relayé leurs missions respectives aux Municipalités régionales de comté (MRC).

régional. Du coup tombaient les ancrages institutionnels et les partenariats bien rodés en laissant un grand vide. Qu'advierait-il de ces lieux de mise en commun des connaissances et des savoir-faire pour relever les enjeux des milieux? En dépit de la résistance incarnée par le mouvement « Touche pas à mes régions! », cette onde de choc a mis à mal les outils collectifs existants et a accentué l'isolement des petits groupes désireux d'agir quant au sort de leur région. À ce jour, la cartographie des nouveaux leaderships régionaux en matière de développement territorial est inégale et incomplète.

Ces fractures d'un Québec cassé en « mille morceaux » s'observent aussi par les écarts « entre les centres urbains et l'arrière-pays, l'effritement de l'action publique régionale au profit d'un développement dicté par le marché et de la conception des territoires comme des réserves de ressources plutôt que des milieux de vie¹¹ ». L'équité des territoires est en jeu devant la création de nouveaux pactes fiscaux et l'exigence d'un développement économique où s'affrontent les défis écologiques à ceux de la survie des régions.

Parler de diversité, d'inclusion et de racisme

« La "lutte pour la reconnaissance" est en peu de temps devenue la forme paradigmatique du conflit politique à la fin du 20^e siècle¹². »

Ici comme ailleurs, la diversité des réalités culturelles du Québec ne se vit pas toujours dans des rapports d'ouverture et de confiance. De la Commission Bouchard-Taylor à la Charte des valeurs, en passant par le projet de loi 21 sur la neutralité religieuse de l'État, le débat amorcé sur les accommodements raisonnables et la place des signes religieux dans l'espace public, amalgamé ensuite aux questions d'égalité entre les hommes et les femmes, a polarisé les positions. L'hostilité envers les membres des communautés musulmanes est particulièrement observable. La question du voile est devenue emblématique de cette controverse qui stigmatise particulièrement les femmes. Très souvent, les questions du vivre-ensemble se conjuguent en tension entre les pronoms « eux » et « nous ».

Malgré le caractère polarisant de cette question, le Québec a été traversé ces dernières années par des mouvements qui témoignent qu'une partie, somme toute importante, de la population est à la recherche d'un meilleur vivre-ensemble entre ses citoyens et citoyennes. L'attentat de la mosquée de Québec en janvier 2017 a marqué les esprits au Québec. De multiples voix se sont élevées afin de dénoncer ce geste haineux et ont appelé à un meilleur vivre-ensemble.

Ce que l'on a appelé la crise des réfugiés a aussi suscité des actions de solidarités fort importantes. L'Opération 25 000 tuques dédiée à l'accueil des populations syriennes a connu un succès viral et mobilisé des milliers de tricoteurs et tricoteuses, interpellés par ce geste d'hospitalité¹³. Le parrainage privé des familles syriennes constitue un fait remarquable de nos capacités de solidarité. « Jamais auparavant un si grand nombre de personnes réfugiées n'avait été accueilli en si peu de temps¹⁴. » A

¹¹ « Le développement régional au Québec », *Relations*, n° 797, août 2018, p. 31.

¹² Fraser, N., *Qu'est-ce que la justice sociale? Reconnaissance et redistribution*, Paris, Éditions La Découverte, 2011, p. 13.

¹³ https://quebec.huffingtonpost.ca/2015/12/04/25-000-tuques-refugies-syriens-mouvement-citoyen-viral_n_8721522.html.

¹⁴ Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, *Synthèse du bilan gouvernemental sur l'accueil des personnes réfugiées syriennes*, 2017, p. 2.

contrario, le passage aux frontières des demandeurs d'asile en provenance des États-Unis n'a quant à lui pas eu le même effet, activant plutôt des manifestations territoriales protectionnistes.

L'accueil des populations réfugiées et demandeurs d'asile de la Syrie ou des États-Unis s'avère la manifestation des jeux d'une politique internationale complexe dont peu d'entre nous maîtrisent les rouages et le portrait global. Ne faisons-nous pas partie de l'équation de cette « big picture »? Quels sont les lieux offrant les espaces de compréhension et de délibération sur ces enjeux migratoires? Devant l'accroissement annoncé des flux de populations pour des raisons climatiques, quels pouvoirs s'offrent à nous sur l'échelle de ces luttes? À l'arrière-plan de ces questions se trouvent celle des tensions entre nos liens d'interdépendance dans une commune humanité et celle de nos devoirs et responsabilités à l'échelle d'un État.

Il faut souligner, dans un tel contexte, que le Québec a vu émerger ces dernières années une génération d'activistes provenant de communautés racisées qui refusent désormais que l'on parle en leur nom. Ainsi, dans la foulée du Manifeste pour un Québec inclusif, ayant recueilli 27 000 signatures¹⁵, on dénonce plus ouvertement le racisme systémique et le colonialisme¹⁶. Il nous semble voir apparaître par cette prise de parole des premières personnes concernées un changement de paradigme dans les discours. Il ne s'agit donc plus au sein des groupes communautaires de parler d'intégration et de pratiques d'accueil des immigrantEs. Parler de racisme systémique, c'est parler de rapports de pouvoir qui nous traversent dans nos rapports aux autres.

La question autochtone

« Il faudra de nombreuses années pour réparer les relations et les liens de confiance rompus dans les communautés autochtones et entre les Autochtones et non-Autochtones. La réconciliation nécessite non seulement des excuses, des réparations, un réapprentissage de l'histoire nationale du Canada et une cérémonie commémorative publique, mais également de véritables changements sociaux, politiques et économiques¹⁷. »

Entre 2010 et 2014 se sont déroulées les audiences de la Commission Vérité Réconciliation portant sur l'impact des pensionnats autochtones. Cet exercice levant le voile sur un pan sombre de notre histoire pose la question des possibles d'une réconciliation. À l'hiver 2012, à l'instigation de quatre femmes de l'Ouest canadien, l'appel retentissant à une révolution pacifique des Autochtones est lancé sous le slogan *Idle No More*. Ce mouvement, souhaitant casser l'inertie caractéristique des relations avec le gouvernement fédéral, réclame la souveraineté des peuples autochtones¹⁸. En peu

¹⁵ Dilhac, M.-A., *Quelle laïcité? Débat autour de la charte des valeurs québécoises*, Centre de recherche en éthique, Université de Montréal, 18 février 2014, <http://www.lecre.umontreal.ca/laicite-et-charte-des-valeurs/>.

¹⁶ Doctrine politique justifiant la colonisation, soit le processus d'extension de la souveraineté d'un État sur un autre État ou sur une autre nation. Le colonialisme dans ses formes contemporaines se caractérise notamment par une domination non seulement politique, mais aussi économique d'un État sur un autre (État, nation ou peuple) et repose sur l'exploitation de la force de travail et des ressources du peuple ou de la nation colonisée. Le processus de colonisation est caractérisé par la violence sous toutes ses formes (physique, symbolique, économique) qui touche l'ensemble des aspects de la vie du peuple colonisé (économie, culture, religion, etc.). Source : Glossaire, Cahier des propositions, États généraux de l'action et de l'analyse féministe, Fédération des femmes du Québec, 2013.

¹⁷ Commission de vérité et réconciliation du Canada, 2015, p. 194-195.

¹⁸ Wikipédia, consulté le 9 août 2018.

de temps, ce mouvement reçoit l'appui de nombreuses organisations des droits de la personne ainsi que de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador. En 2015, à la demande persistante des groupes de femmes autochtones, le dossier des femmes autochtones disparues ou assassinées obtient enfin la Commission d'enquête réclamée. Après des décennies de silence, la question autochtone résonne enfin dans notre société. Beaucoup de chemin reste à parcourir, mais nous pouvons observer une plus grande sensibilité et un désir de rapprochement et de réconciliation entre Autochtones et non-Autochtones.

Au sein de secteur philanthropique, de plus en plus de fondations sont sensibles à la question autochtone et cherchent, de diverses façons, à appuyer financièrement des initiatives visant à améliorer le sort des personnes et des communautés autochtones, au Québec comme au Canada.

Si au cœur des grands centres urbains le sort des Autochtones déracinés est indicible et appelle une intervention adaptée, l'ensemble de ces faits d'armes politiques semble avoir influencé les manières de penser le développement des luttes et le rapport au territoire. Les actions québécoises de la Marche mondiale des femmes en 2015 illustrent cette vision d'un territoire à protéger ensemble avec les femmes autochtones, notamment contre l'industrie extractive¹⁹. Plusieurs événements et rassemblements s'ouvrent dorénavant en rappelant notre occupation de terres non cédées. Des initiatives cherchent à tendre la main, à revisiter l'histoire et à créer des ponts avec une philosophie écologique qui résonne au cœur de la crise environnementale.

Parler de transition, oui, mais laquelle?

« [...] les politiques et mesures de lutte contre les changements climatiques doivent incorporer des garde-fous pour la protection des droits humains²⁰. »

Une accélération de la crise environnementale et sociale se fait sentir. Ces dernières années, de plus en plus de groupes, de personnes et d'instances politiques ont appelé à des transformations majeures de nos modes de consommation et de production pour faire face aux défis que pose le réchauffement de la planète. La question environnementale est devenue plus que jamais un enjeu de société qui mobilise autant les citoyenNEs que les organisations de la société civile. La réponse des gouvernements reste timide. Le développement économique prend souvent le dessus sur les préoccupations environnementales.

Du point de vue des décideurs, l'utilisation du terme « transition » est souvent associée au passage à de nouvelles sources d'énergie. Cette perspective induit habituellement deux axes d'intervention : stimuler la recherche et orienter les consommateurs vers leur utilisation²¹. Ainsi, cette orientation, associée à l'économie verte, demeure dans les paradigmes de la croissance économique et fait abstraction de l'origine et de la nature du problème des ressources, soit le niveau de consommation

¹⁹ La Marche mondiale des femmes appelle à l'action et à la réflexion en faisant les liens entre l'oppression des femmes et l'exploitation de l'environnement par le slogan « *Libérons nos corps, nos terres et nos territoires* ».

²⁰ Navi Pillay, Haut-Commissaire des Droits de l'Homme (2009), cité dans Paquerot, S., *Pour une transition - mais quelle transition?*, Ligue des droits et libertés, 2017, <http://liguedesdroits.ca/?p=4095>.

²¹ Paquerot, S., *op. cit.*

énergétique. Soulever cette question entraîne alors celle des limites écologiques de soutenabilité, d'une part, et celle de l'inégalité d'accès aux ressources vitales, d'autre part²².

Pour d'autres, le terme transition réfère à des principes citoyens pour redéfinir les modes d'organisation sociale. Dans la foulée du mouvement des villes en transition, il s'agit alors de questionner la logique productiviste à la source de la crise environnementale, de la croissance des inégalités sociales, de l'isolement des individus et des familles et d'un essoufflement généralisé. Des initiatives tentent de faire, « à hauteur de communauté », l'esquisse de cette sortie de paradigme. Il s'agit alors de rebâtir une agriculture locale, de localiser la production énergétique, de mutualiser l'accès à des équipements de production, de repenser la gestion des ordures et l'organisation des soins, etc. De nouvelles monnaies d'échange apparaissent pour revisiter les règles de l'échange en marge du système financier. En somme, pour rompre avec des rapports marchands et des rapports de méfiance, les valeurs de partage et de gratuité sont mises de l'avant pour rétablir la confiance.

La question de la pauvreté

Faut-il encore lutter contre la pauvreté? Cette question troublante surgit des premières personnes concernées par la situation. Exaspérées d'une lutte contre les pauvres plutôt que contre la pauvreté, des groupes cherchent à renouveler les stratégies en s'intéressant notamment au Revenu minimum garanti. Force est de constater que le dernier Plan d'action visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale introduit des reculs et remet la responsabilité de la pauvreté sur les individus. Cette posture occulte les facteurs systémiques et collectifs qui reproduisent les inégalités, y compris au travail²³. Alors qu'un des principes moteurs de la Loi pour l'élimination de la pauvreté souhaitait « *mettre l'argent en tension avec les droits*²⁴ », il semble que le droit à l'égalité, à la dignité et à l'accès à un revenu viable permettant la couverture des besoins de base ne fasse plus partie de l'équation, ce que l'accès à un travail ne garantit pas pour autant.

« *L'évolution de l'emploi au Québec et au Canada est marquée par la multiplication des statuts d'emploi, la précarisation et la résurgence du phénomène des travailleurs et travailleuses pauvres*²⁵. » Selon une étude de l'Institut national de recherche scientifique (INRS), 38 % des personnes habitant Montréal et vivant dans la pauvreté travaillent²⁶. Le fait d'avoir un emploi ne garantit plus une sortie de la pauvreté. Dans un tel contexte, de plus en plus de voix s'élèvent pour un rééquilibrage entre capital et travail dans la distribution des profits des entreprises, ce dernier devant notamment passer par une hausse du salaire minimum²⁷. Soulignons enfin que la vitalité économique des régions est actuellement mise à mal par un contexte de pénurie de main-d'œuvre.

²² Paquerot, S., *op. cit.*

²³ Labrie, V., *Les désinformations du plan d'action : Que devient l'appel à tendre vers un Québec sans pauvreté?*, Institut de recherches et d'informations socioéconomiques, billet du 15 décembre 2017.

²⁴ Labrie, V., *Mettre l'argent en tension avec les droits*, Actes du Colloque du Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ), octobre 2001.

²⁵ Boucher, Marie-Pierre et Yanick Noiseux, « Austérité, flexibilité et précarité au Québec : la fuite en avant », *Labour/Le Travail*, vol. 81, printemps 2018, p. 119-157.

²⁶ Leloup, Xavier, Desrochers, Florence et Damaris Rose, Damaris, *Les travailleurs pauvres dans la RMR de Montréal : profil statistique et distribution spatiale. Rapport abrégé*, INRS Centre Urbanisation Culture Société; Centraide du Grand Montréal, Montréal, 2016.

²⁷ *Ibid.*, p. 34.

Aux côtés de ces faits économiques, le rapport au travail est aussi l'objet d'un questionnement. La place que le travail occupe comme vecteur de réalisation et d'accomplissement personnel donne parfois lieu à du surtravail et à une augmentation des manifestations d'épuisement.

Les milieux communautaires

« Finalement, malgré un agacement évident face au manque de solidarité de certain-e-s, à l'engagement frileux des syndicats et au clivage entre les organismes de services et les organismes de défense de droit, ce sont l'amour des gens, le désir de militer avec eux et non seulement pour eux de même que la nécessité de revenir à des pratiques d'éducation populaire qui sont ressorties des discussions et sont apparues comme pistes de solutions pour susciter de larges mobilisations²⁸. »

Plusieurs groupes communautaires ont continué ces dernières années à être confrontés à des pressions qui les contraignent souvent à déléster l'action pour la justice et le travail de conscientisation, pour la prestation de services. Souvent considérés dans l'offre de services étatiques par les pouvoirs publics, de plus en plus de groupes vivent des tensions entre un rôle de première ligne et un désir de rester des lieux d'action et de prise en charge communautaire. L'alourdissement des problématiques vécues par les personnes, conjugué à la complexité des logiques financières des activités, entraîne son lot de dérives. On constate de plus en plus de situations d'épuisement des travailleuses et travailleurs des milieux communautaires.

L'enjeu du financement à la mission reste important pour les milieux communautaires. Malgré diverses promesses des différents gouvernements qui se sont succédé à Québec, le financement public reste bien en deçà des besoins exprimés par les organisations communautaires. Ces dernières années, la question de l'évaluation et des mesures d'impact social ainsi que de la place des groupes communautaires dans le débat public a suscité plusieurs débats. La décision du commissaire au lobby de reculer sur l'idée d'assujettir tous les OSBL à la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyiste ainsi que la décision prise par le gouvernement fédéral d'en appeler d'un jugement qui permet aux organismes de bienfaisance de s'engager sans limites dans des activités politiques « non partisans », pourvu que ces groupes ne soutiennent pas directement un parti ou un candidat, ont été reçues comme d'excellentes nouvelles par les milieux communautaires. Malgré ces avancées et ces gains, le langage des droits et de leur défense figure encore comme le parent pauvre de l'action communautaire autonome.

Sur le terrain, on observe un déplacement dans les pratiques d'éducation populaire. Historiquement comprises comme des processus d'émancipation collective d'une identité bafouée, ces pratiques prennent de plus en plus la forme d'une action territoriale où l'urbanisme participatif et l'agir local deviennent ces « nouveaux espaces publics » d'un projet commun. Ainsi, l'action ne s'inscrit plus toujours dans un rapport critique et revendicateur envers l'État, mais dans la mise en œuvre d'initiatives concrètes, passant des frigos urbains aux ruelles vertes.

On constate aussi que l'appel des luttes communes ne survient plus nécessairement des organisations qui les ont historiquement portées. Le mouvement « Moi aussi » constitue un exemple de ces éruptions citoyennes où la force des réseaux sociaux a permis de donner un autre visage et de nouvelles réponses à des revendications portées depuis longtemps par le mouvement des femmes.

²⁸ Extrait d'un résumé d'une table ronde sur la pauvreté organisée par le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA), et tenue durant la semaine de l'action communautaire, octobre 2018.

Une nouvelle génération de militants sociaux investit aussi de plus en plus l'espace public. Nous constatons qu'un nombre de plus en plus important d'initiatives sont le fruit d'hommes et de femmes, souvent scolarisés, ayant voyagé et étant sensibles aux défis sociaux et environnementaux, qui désirent contribuer à plus de justice sociale. Ces nouveaux « entrepreneurs sociaux » s'inspirent fréquemment des modèles d'organisation de l'action communautaire autonome, mais à l'occasion s'en éloignent sur le plan de la gouvernance et du fonctionnement. Pour une fondation comme Béati cela est interpellant. Préoccupée de soutenir des initiatives où la dimension collective est importante, elle ne peut cependant ignorer que plusieurs de ces entrepreneurs sociaux sont porteurs d'initiatives souvent fort innovatrices pour faire face aux défis actuels.

L'économie sociale, vecteur de changement

« Plus que jamais, il est essentiel d'innover dans nos façons de développer, d'intégrer à la fois des dimensions sociales et économiques dans les processus de développement, de lier l'économie et l'environnement et d'intégrer la redistribution de la richesse dans les processus mêmes de sa création. »

Ces dernières années, de plus en plus de voix se sont levées afin d'appeler à la nécessité de redéfinir le paradigme de développement. L'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) elle-même a reconnu que la vision de développement prenant appui sur la théorie du ruissellement (*trickle down effect*) ne fonctionne pas et que la création de la richesse n'entraîne pas automatiquement des retombées positives pour tous et toutes. C'est même le contraire. Depuis plus d'une trentaine d'années, jamais il n'y a eu autant de création de richesse et, pourtant, jamais les écarts entre les riches et les pauvres n'ont été aussi importants²⁹.

Dans un tel contexte, l'économie sociale au Québec a su se frayer un chemin et continuer à faire sa place. Ce secteur s'est doté d'une ressource de liaison et de transfert des connaissances (Territoires innovants en économie sociale et solidaire - le *TIESS*). De plus, ce secteur continue au Québec de disposer d'outils de financement important. Cependant ces dernières années, la disparition des structures intermédiaires (CLD, CDEC) a eu des impacts importants sur la capacité des milieux et des promoteurs de nouveaux projets d'être accompagnés dans leurs projets afin que ces derniers puissent être soumis aux différents bailleurs de fonds de la finance solidaire. Plusieurs d'entre eux ont vu les offres de prêts diminuer de façon importante ces dernières années³⁰, ce qui a augmenté la compétition entre eux. Dans un tel contexte, l'arrivée des fondations dans ce secteur ne se fait pas sans heurt. Quelle place devraient-elles occuper afin de renforcer les outils collectifs dont s'est doté le Québec? Malgré la présence de plusieurs organisations pouvant soutenir financièrement des projets d'économie sociale *via* différents types de prêts, plusieurs initiatives ne trouvent pas toujours le véhicule adapté à leurs besoins. Les règles fiscales continuent aussi à freiner la capacité pour le secteur philanthropique de soutenir de façon importante le secteur de l'économie sociale.

²⁹ Tirée d'un mémoire présenté par le Chantier de l'économie sociale dans le cadre des consultations prébudgétaires Priorité EMPLOI Budget 2014-2015, Ministère des Finances et de l'Économie (MFEQ).

³⁰ Seule exception : le financement du logement social et communautaire qui reste encore sous-financé par rapport aux besoins. Le programme AccèsLogis qui permet de développement du logement social au Québec reste encore mal adapté aux besoins des régions.

Ce que les demandes soumises nous apprennent

En parcourant les projets qui sont venus à nous ces dernières années dans le volet social, l'on constate que plusieurs d'entre eux cherchaient à répondre aux défis suivants :

- l'amélioration des conditions de vie d'un quartier, d'un village *via* une approche d'animation citoyenne;
- un accès à une alimentation saine, de qualité et abordable;
- une réappropriation d'une parole publique par les premiers concernés;
- des citoyen.nes au cœur des actions.

Amélioration des conditions de vie et animation citoyenne

Nous avons accueilli plusieurs projets qui s'apparentent à l'occasion à des projets d'urbanisme participatif, où les initiatives cherchent à soutenir l'implication citoyenne dans l'amélioration des conditions de vie d'un quartier. Ces projets contribuent potentiellement à la revitalisation des milieux. L'on constate que pour beaucoup d'acteurs et de groupes sociaux et communautaires, la place faite aux citoyennes et citoyens devient une mesure importante pour légitimer l'action et l'enraciner dans le temps.

Alimentation saine, de qualité et abordable

Nous avons accueilli plusieurs projets visant à mobiliser les acteurs et actrices de la communauté autour de la question de l'accès à une alimentation de qualité, abordable et accessible (CDC de Montmagny et l'Islet, Centre d'entraide régional d'Henryville, etc.). Plusieurs initiatives témoignent de la difficulté qu'ont encore beaucoup de personnes, même dans une société prospère, de s'alimenter convenablement.

Parole publique et politique par les premiers concernés

Nous avons accueilli plusieurs projets soumis par des coalitions, regroupement de citoyennes et citoyens touchés par des situations d'oppression et désireux d'être entendus sur des enjeux qui les concernent (Projet 10, Espace de la diversité, Institut F, etc.).

Des citoyenNEs au cœur des actions

Nous avons accueilli plusieurs projets soumis par des regroupements et des groupes locaux préoccupés de susciter la participation et l'intérêt des citoyennes et citoyens pour leur milieu (la Table sur le développement social de Montréal, le Regroupement des centres d'action bénévole de Montréal, Arpent en collaboration avec la CDC Bordeaux-Cartierville, etc.). Ces initiatives témoignent de la préoccupation de plus en plus grande envers un développement qui se fasse avec la population. Il se joue ici la question de la légitimité et de l'acceptabilité sociale d'une démarche ou d'un projet. Ces projets témoignent aussi d'une prise de conscience, chez beaucoup d'acteurs et actrices, que le changement ne peut advenir que s'il est issu d'une réelle appropriation collective et porté par ceux et celles qui en seront les premiers touchés.

2-QUELQUES TENDANCES DE L'UNIVERS SPIRITUEL ET RELIGIEUX

À quoi ressemble la recherche de sens en 2019 et pouvons-nous en dégager quelques traits qui la caractérisent? Quelle est la situation des organisations qui cherchent à lier spiritualité/foi et engagement social?

Chemins multiples

La recherche de sens contemporaine est sans aucun doute plurielle et multiforme. On parle dorénavant d'une spiritualité à la carte pour évoquer un rapport libertaire avec les traditions et l'institution. Le pluralisme spirituel permet d'affirmer que le religieux institutionnel n'a plus le monopole des valeurs qui donnent du sens. Ce rapport libéré aux croyances et aux traditions permet une diversité de formes d'engagement. Ainsi, il est possible de s'identifier à une appartenance religieuse et de pratiquer des rituels d'une autre tradition. La religion devient donc de plus en plus subjective. Si l'on continue de penser la religion comme un ensemble de rites, ses pratiques sont fragmentées et les religions en elles-mêmes sont en train de changer par l'influence des acteurs et actrices sociales qui l'incarnent.

Pour les plus jeunes générations, la référence à la tradition chrétienne est majoritairement inexistante³¹. En contrepartie, ceux et celles qui s'y reconnaissent vivent un sentiment d'isolement dans une société sécularisée et déchristianisée où l'expression du religieux provoque un malaise et où certains d'entre eux constatent le décalage entre les pratiques institutionnelles et leur réalité³². En région particulièrement, cette jeunesse est laissée à elle-même sans trop d'espace pour vivre sa foi chrétienne au grand jour. Enfin, ceux et celles d'entre eux qui se trouvent engagés au sein des organismes de justice sociale sont sursollicités et ressentent la pression d'un héritage à poursuivre.

Ces derniers se sentent interpellés, au nom de leur foi, à ré-humaniser un monde en grande souffrance. « *Cela doit déboucher sur une nouvelle éthique et sur de nouvelles façons de consommer et de produire, disent-ils. D'autres ont plaidé en faveur de l'interculturalisme, du dialogue interreligieux et de la réconciliation avec les peuples autochtones. D'autres, enfin, ont plaidé en faveur de l'amélioration de la situation des femmes dans l'Église, qui "ne sont pas là" lorsque les décisions se prennent*³³. »

³¹ *Transmettre le flambeau, conversation entre les générations dans l'Église*, sous la direction de Marco Veilleux, Montréal, Fides, 2008, p. 63 : s'adressant à une aînée, Jean-Philippe Perreault souligne : « *Si votre génération garde plusieurs mauvais souvenirs de l'enseignement religieux reçu, la mienne n'en a tout simplement pas – ou si peu. Nous avons été ainsi exemptés de l'exigeant travail d'exorcisation de certains démons. [...] Dans l'opposition et la contestation, il y a de l'approfondissement et de l'appropriation qui permettent la structuration de l'identité.* »

³² Entraide missionnaire, *Bilan et prospective à la suite de l'événement « signes des temps »* ayant eu lieu au Centre justice et foi, le 3 mars 2018.

³³ *Ibid.*

Le besoin d'un « nous »

« Aucune société ne peut se passer de communion...³⁴ »

La force du courant individualiste qui structure nos rapports au monde nourrit un isolement et une perte de sens. Si la communauté est importante comme lieu de fabrication et d'intégration du sens individuel, elle l'est aussi comme lieu d'incarnation de la quête du vivre-ensemble collectif. Ainsi, un va-et-vient est nécessaire entre le dévoilement du sens par la parole et les engagements concrets où ces valeurs sont mises en œuvre au sein d'une communauté de proximité. Or, les lieux de fabrication de sens ne sont plus nécessairement le fait des institutions³⁵. Nous observons un réinvestissement chez des groupes communautaires de la question du sens. Différents projets initiés par des groupes à caractère laïque, cherchant à accompagner la recherche dite spirituelle, sont venus à nous ces dernières années.

Pluralisme religieux et œcuménisme

Autant dans l'analyse de la conjoncture que nous avons produite en 2005 que dans celle de 2012, nous soulignons les avancées des actions œcuméniques. Bien que la question linguistique soit un frein réel au développement d'initiatives concrètes œcuméniques au Québec, de nouvelles initiatives continuent à émerger. La vitalité du Réseau œcuménique Justice, Écologie et Paix et la participation importante de groupes de différentes confessions chrétiennes au Forum théologie et solidarité qui a eu lieu en marge du Forum social mondial qui s'est tenu à l'été 2016 à Montréal en est une expression probante.

Le rapprochement interreligieux reste difficile. Peu de groupes s'y dédient. Sur le terrain, des groupes éprouvent des difficultés à rejoindre, mobiliser et collaborer avec des représentants d'autres religions. Saluons cependant des initiatives comme celles mises de l'avant par des femmes visant à ouvrir le dialogue entre féministes musulmanes et chrétiennes ou par le Centre canadien d'œcuménisme qui a initié une démarche.

Le courant porteur d'un christianisme social à la croisée des chemins

Les dernières années ont été marquées par la fermeture d'organismes issus de la tradition chrétienne et engagés socialement. On pense notamment à la fermeture récente de l'Entraide missionnaire, une organisation d'importance pour soutenir la réflexion et l'action des religieuses et religieux catholiques au Québec. Devant la fragilisation des organismes et groupes chrétiens engagés socialement et l'imminence de la disparition de certains d'entre eux se pose la question de l'héritage à transmettre. Qu'est-ce qui doit demeurer dans notre mémoire collective pour éclairer non seulement le passé et ses origines, mais aussi favoriser la transmission des valeurs de solidarité, de critique des structures produisant l'injustice et d'attention à ceux et celles que le système actuel exclut? Ces valeurs, inscrites de manière importante dans les mobilisations collectives actuelles, sont issues en bonne partie de notre passé et de notre héritage chrétien³⁶.

³⁴ Comte-Sponville, A. *L'esprit de l'athéisme. Introduction à une spiritualité sans dieu*, Paris, Le Livre de Poche, 2006, p. 21.

³⁵ Soulet, M.-H., « La vulnérabilité comme catégorie de l'action publique », *Pensée plurielle*, vol. 2, n° 10, 2005, p. 52.

³⁶ *Op. cit.* Gregory Baum identifie quelques-uns des courants théologiques ayant influencé dans les dernières décennies les militantEs chrétienNEs : la solidarité universelle, l'option pour les personnes en situation de pauvreté et la lutte contre la pauvreté, l'engagement pour l'égalité entre les hommes et les femmes et notre proximité avec le mouvement communautaire.

Aux côtés de ces organisations militantes s'essouffle l'apport des communautés religieuses ayant contribué à bâtir le Québec d'aujourd'hui. La diminution de leur capacité d'engagement et de leur soutien correspond également à la perte d'un appui symbolique s'inscrivant en filiation de leur charisme et dépassant largement les sommes investies. Cet état de fait n'est pas neutre pour les organisations communautaires, chrétiennes, celles du mouvement des femmes et de l'économie sociale considérant le rôle que les communautés religieuses ont joué auprès et au sein de ces dernières. La question de la poursuite de leur charisme est à l'agenda de la grande majorité des communautés religieuses au Québec. Par qui et comment assurer de pérenniser leur charisme dans le monde d'aujourd'hui? Dans la foulée de ces questionnements, des initiatives visant à assurer la continuité du charisme des communautés ont vu le jour (le monastère des Augustines, l'Institut Mallet). La grande majorité des communautés religieuses au Québec ont entamé une réflexion en profondeur sur leur legs et sur la transmission de leur charisme. La Fondation Béati a continué à chercher à mettre son expertise au service des communautés religieuses au Québec, résolument convaincue que le développement des partenariats avec des communautés religieuses, tout en permettant de démultiplier l'impact de la Fondation, offre à ces dernières un véhicule intéressant pour pérenniser leur charisme dans le monde d'aujourd'hui.

L'Église institutionnelle

Si en 2011, nous déplorions une rigidification doctrinale de l'Église institutionnelle, creusant l'écart entre les valeurs promues et la modernité, la critique semble toujours effective de la part des personnes militantes rencontrées³⁷. Après le conservatisme du pontificat de Benoît XVI, l'arrivée du pape François a été accueillie comme un vent de fraîcheur. Or, au-delà du grand capital de sympathie qu'il suscite, des féministes demeurent critiques de ses prises de parole et de ses positions.

Ces dernières années, l'Église catholique fait face à la révélation de nombreuses affaires d'abus sexuels commis par des prêtres, des religieux ou des laïques ayant des responsabilités dans l'Église. Des communautés religieuses, des diocèses catholiques sont poursuivis en justice. Les papes Benoît XVI et François ont pris la parole clairement, en présentant leurs excuses pour les dommages causés à des enfants. Pour plusieurs observateurs du domaine religieux, la mise en œuvre de mesures concrètes tarde cependant à se concrétiser. L'accumulation d'affaires sur tous les continents provoque une crise de confiance à l'intérieur de l'Église catholique et le départ de nombreux de ses membres.

Devant le vieillissement des prêtres et les enjeux d'une relève, l'Église catholique semble faire la sourde oreille face à l'ordination des femmes. Elle choisit plutôt de faire venir des célébrants des pays du Sud. La place des laïques dans la pastorale sociale est encore un espace incertain et inégal.

Il faut aussi souligner que le visage des communautés chrétiennes est changeant. Une part grandissante des fidèles fréquentant les lieux de culte sont issus de l'immigration. Leur rapport à la foi qui s'exprime différemment pose l'enjeu de l'intégration de ces personnes au sein des paroisses et appelle des occasions de partage, au-delà de la fréquentation de la messe.

³⁷ Présentes lors de la rencontre du 26 mai 2018.

Ce que les demandes soumises nous apprennent

En parcourant les projets qui sont venus à nous ces dernières années dans le volet spirituel et religieux, l'on constate que plusieurs d'entre eux cherchaient à répondre aux défis suivants :

- exploration de nouveaux repères de sens;
- transmission d'une spiritualité inscrite dans la tradition chrétienne;
- transition;
- conversion des bâtiments religieux;
- accueil des personnes réfugiées et soutien aux travailleuses et travailleurs migrants.

Exploration de nouveaux repères de sens

Nous avons accueilli plusieurs projets qui ont opté pour l'exploration de nouveaux repères de sens à travers l'accompagnement de personnes *via* leur rapport à la nature (Sage-terre, Réseau des Églises vertes) ou *via* l'expérience de la souffrance (PECH/Sherpa). Le recours à la philosophie semble être aussi une avenue pour nourrir la quête de sens. L'écoféminisme, le végétarisme et l'intérêt pour la spiritualité autochtone semblent également résonner, notamment auprès d'une jeunesse consciente du péril planétaire.

La transmission

En 2013-2014, un nombre significatif de médias chrétiens sont venus à nous : *Auvidec* (anciennement *Parole et Vie*), *Présence magazine*, *Communications et société*, *Magazine La vie est belle*, *Le Verbe*. Il y a probablement un lien à faire avec le désir, observé dans l'ensemble des projets reçus, de poursuivre la transmission d'un message chrétien qui soit plus contemporain, allié à la nécessité de se réinventer pour être plus ajustés à la culture actuelle.

La transition

Au cours des dernières années, plusieurs organisations d'inspiration chrétienne sont venues vers nous afin de se donner les moyens de réactualiser leur mission dans une société sécularisée (Centre Victor-Lelièvre, Maison Orléans, monastère des Augustines - Lieu de mémoire habité, etc.). Ces initiatives s'inscrivent dans un tournant vécu par plusieurs œuvres mises sur pied par des congrégations religieuses et cherchant à réactualiser leur mission et à rejoindre un nouveau public dans un contexte de sécularisation important de la société. On constate que cette période de transition commence souvent lors du transfert du leadership religieux à un leadership laïque.

La conversion des bâtiments religieux

Nous avons accueilli plusieurs projets mettent de l'avant des initiatives de conversion des bâtiments religieux. De fait, la diminution du nombre de paroissiens concourt à la fermeture et à la vente d'un patrimoine bâti chargé d'histoire. Cette situation est accélérée par la fusion de paroisses. La conversion de ces édifices d'envergure pose plusieurs défis aux communautés qui choisissent de s'y engager, notamment celle de leur viabilité financière et d'une adéquation de leur nouveau vocationnel avec les besoins des milieux. Au cours des dernières années, la Fondation a accueilli et soutenu des initiatives où la conversion du patrimoine religieux devenait l'occasion d'une mobilisation citoyenne (Trois-Rivières, Saint-Camille, Limoilou, Joliette, Bellechasse, etc.). L'audace des promoteurs est chaque fois impressionnante et devient symboliquement un acte de foi laïque dans la capacité de petites communautés à relever des défis financiers, jusqu'alors portés à l'échelle des diocèses.

De l'accueil des personnes réfugiées et du soutien aux travailleuses et travailleurs migrants

L'accueil et le soutien aux personnes réfugiées et aux travailleuses et travailleurs migrants sont des enjeux qui ont traversé nos sociétés ces dernières années. Les Églises, au Québec comme à travers le monde, se sont fortement mobilisées sur ces questions. Ces dernières années, nous avons accueilli plusieurs projets, soumis par des organisations religieuses, faisant écho à ces enjeux (Maison du Monde, RATTMAQ, Raices Y Esperanzas, Direction chrétienne).

3-LE SECTEUR PHILANTHROPIQUE

« Même dans nos activités charitables ou solidaires, on cherche à obtenir des résultats. On devrait plutôt évaluer, non pas leurs résultats, mais les relations qu'elles génèrent. [...] D'où l'importance de redonner de la place à la gratuité. »

Elena Lasida, Économiste et théologienne

Invitée par la Conférence religieuse canadienne pour son assemblée générale le 25 mai 2018

Le secteur philanthropique a continué à connaître une croissance importante. « De 1994 à 2014, le nombre des fondations privées a augmenté de 76 %, atteignant 5300 organisations, et celui des fondations publiques a augmenté de 69 %, pour atteindre 5100 organisations. En 2008, 900 fondations détenaient 34 milliards d'actifs et donnaient 3,6 milliards de dollars en subventions. En 2015, les 10 400 fondations détenaient 70 milliards d'actifs et donnaient 5,6 milliards de dollars³⁸. »

Historiquement, plusieurs fondations subventionnaires québécoises se sont inscrites dans le courant de l'innovation sociale. Pour plusieurs fondations, ce « positionnement en faveur de l'innovation sociale convient bien à la recherche toujours délicate d'une légitimité et d'une acceptabilité sociale pour les fondations sur la scène publique. En s'engageant dans cette niche, les fondations ne concurrencent ni ne remplacent l'État; elles se rendent indispensables sans être en première ligne. Pour nombre de fondations philanthropiques, le sous-texte de leur intervention est le suivant : si les innovations sociales financées réussissent, soit elles s'autonomiseront en sécurisant un financement [...] soit les pouvoirs publics les institutionnaliseront, en leur fournissant un cadre réglementaire et un soutien financier adéquat. Mais qu'arrive-t-il quand, dans certains secteurs, l'État ne joue plus ce rôle d'institutionnalisation, finance de moins en moins la mission des organismes, ou encore que les tentatives d'autonomisation financière de ces initiatives se heurtent à des verrouillages importants? Les fondations doivent-elles accepter de passer au premier plan et de soutenir la mission de ces organismes?³⁹ » Ces questions ont commencé à résonner de façon importante chez un nombre de plus en plus important de fondations. Cela a mené plusieurs d'entre elles à revoir leurs modalités de soutien. Le rôle des fondations est amené à changer.

Force est de constater que depuis 2011, le secteur philanthropique québécois s'est transformé. Au-delà des dons financiers, un certain nombre de fondations subventionnaires se définissent aussi de

³⁸ Tirée de la synthèse du rapport *Béati, un modèle de philanthropie alternatif. Accompagner le changement en le finançant*, produite par Nicole Lacelle, 2017.

³⁹ Lefèvre, Sylvain A. et Annabelle Berthiaume, « Les fondations philanthropiques face au cimetière de l'innovation sociale, Du malaise des organismes financés à celui d'un bailleur de fonds », *Trajectoires d'innovation • Des émergences à la reconnaissance*, p. 158.

plus en plus comme un acteur social et cherchent à démultiplier leurs actions en agissant au niveau de la finance solidaire et comme acteur d'influence. Les dernières années ont vu naître des initiatives fédérant des fondations autour de projets ou d'initiatives communes (à titre d'exemple, le Collectif des fondations contre les inégalités sociales, le projet Impact collectif de Centraide du Grand Montréal ou le Fonds d'investissement solidaire de la Caisse d'économie solidaire dans lequel les fondations Lucie et André Chagnon, Lino et Mirella Saputo et la Famille McConnell ont investi 15 millions). Le réseau québécois des Centraides (acteur important dans le champ philanthropique québécois) a connu des changements importants dans sa configuration. Certains de ces changements et des actions peuvent être liés à une crise existentielle du monde philanthropique, confronté à un retrait de l'État social, à des modifications importantes dans la nature du financement accordé aux organismes communautaires et à des besoins croissants dans de nombreux domaines. Mais ils sont aussi l'expression d'un écosystème en pleine ébullition où les acteurs cherchent à se positionner et à affirmer leur unicité. Le développement des plateformes de socio-financement, des sites de collectes de fonds génériques ainsi que le développement de plus en plus important sur leurs propres bases de fondations par des entreprises privées viennent changer la dynamique dans ce secteur.

La présence de l'Institut Mallet (qui a pour mission de contribuer à l'avancement de la culture philanthropique en plaçant le don de soi au cœur des priorités de la société) et le développement important ces dernières années de la recherche associée au secteur philanthropique ici comme au Canada sont aussi à souligner. En quelques années, le Réseau canadien de recherche partenariale sur la philanthropie (PhiLab) est devenu un leader important, autant au Québec et au Canada qu'à l'international, fédérant un grand nombre de chercheurEs et d'étudiantEs. Ces nouvelles relations entre le monde de la recherche et le secteur philanthropique restent somme toute assez nouvelles. Un regard d'ensemble sur les dernières années nous amène à constater que ces relations sont encore fragiles et toujours à construire.

Conclusion

Le monde, la société dans laquelle nous vivons évoluent à vitesse grand V. Parfois nous aimerions ralentir la cadence pour observer et mieux positionner les actions de la Fondation Béati. Cependant, comme l'écrivaient Sylvain Lefèvre et Annabelle Berthiaume dans le rapport de recherche portant sur l'approche philanthropique de la Fondation : « [...] lorsque les plaques tectoniques bougent, tout bouge... [...] La Fondation Béati est sans doute à la croisée des chemins. Que la Fondation Béati le veuille ou non, les mouvements de l'État ou du marché, que ce soit le retrait de l'un ou les avancées en terrain philanthropique de l'autre, engagent la Fondation; ils transforment en profondeur les conditions d'exercice de l'ensemble du champ philanthropique⁴⁰. »

Au cœur de la conjoncture sociale présentée plus haut, les questions des inégalités sociales, de la place des personnes racisées et des Autochtones représentent des enjeux centraux et importants. Aujourd'hui, il semble aussi de moins en moins possible de réfléchir à la question de la justice sociale sans une réflexion sur le type de développement que nous souhaitons favoriser. La crise écologique actuelle n'est pas une crise parmi d'autres. C'est une crise qui permet d'interroger de manière globale notre manière d'être au monde, c'est-à-dire notre modèle économique, notre manière de faire société, nos relations internationales, nos modes de vie, notre conception de l'avenir, notre raison de vivre. En ce sens, les questions de la solidarité sociale, du vivre-ensemble, de la transition sociale et écologique nous interpellent fortement.

Dans le champ du spirituel et du religieux, notre analyse nous a conduits à dépeindre, à divers niveaux à la fois, un mouvement où se croisent un mouvement de décroissance et celui d'une recomposition du religieux. L'expérience religieuse et spirituelle aujourd'hui prend des formes plurielles autant à l'intérieur des grandes traditions religieuses que dans l'espace privé. Cependant, les dernières années nous aurons permis de constater que le fait religieux n'est pas que chose du passé, mais qu'il traverse encore de façon importante notre rapport à l'autre et à ce qui nous construit comme société.

Nous espérons que cette mise en distance de ce qui nous entoure et colore le contexte social et religieux actuel va nous permettre d'ajuster nos actions afin de rester une fondation pertinente en regard des défis qui se présentent à nous comme société québécoise.

⁴⁰ Lefèvre, Sylvain et Annabelle Berthiaume, *Béati, un modèle de philanthropie alternatif? Accompagner le changement social en le finançant*.

Post-scriptum

Comme nous l'avons indiqué d'entrée de jeu, cette lecture de la conjoncture est le fruit d'un croisement des savoirs et des intelligences d'amiEs, de collaboratrices et collaborateurs, de membres de la Fondation, de chercheurEs et de représentantEs de groupes.

La Fondation Béati remercie tous ceux et celles qui, de proche ou de loin, ont contribué à nourrir ce regard sur ce qui bouge au Québec. La Fondation Béati est une organisation qui se construit à plusieurs mains, à plusieurs cœurs. En fidélité à ce qui nous a construit depuis plus de 29 ans, nous pouvons nous souhaiter de rester audacieux dans nos choix, ouverts à l'inédit, toujours préoccupés de mettre l'humain au cœur de nos préoccupations et à garder vivant son désir de complicité avec les populations appauvries et les milieux sociaux et religieux engagés pour plus de justice. Nous espérons que cet exercice d'actualisation de l'analyse de la conjoncture sociale et religieuse/spirituelle au Québec puisse nous aider à faire des choix judicieux et alimenter la réflexion de ceux et celles qui, comme nous, cherchent à rendre notre société plus juste et solidaire.